

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-03 du 24 janvier 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

1. La Maison-Blanche publie un mémorandum présidentiel intitulé « America First Trade Policy »

Climat – énergie – environnement

2. Les États-Unis annoncent leur sortie de l'Accord de Paris
3. Le Président Trump signe deux décrets présidentiels définissant la nouvelle politique énergétique américaine

Transport et infrastructure

4. Le Président Trump décrète la suspension du décaissement d'une partie des fonds fédéraux issus de l'IRA et de l'IJJA

Industrie

Brèves

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

Numérique et innovation

5. Le Président Trump annonce le lancement de « Stargate », un projet d'investissement d'infrastructures d'IA sous la forme d'un partenariat avec OpenAI, SoftBank et Oracle
6. Le Président Trump procède à la création du DOGE par décret présidentiel

Santé

7. Le Président Trump révoque des mesures prises par son prédécesseur en matière de santé
8. La FDA rapporte des vulnérabilités dans les chaînes d'approvisionnement américaines en dispositifs médicaux

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. La Maison-Blanche publie un mémorandum présidentiel intitulé « America First Trade Policy »

Le 20 janvier, jour d'investiture du Président Trump, la Maison-Blanche a [publié](#) un décret présidentiel intitulé « America First Trade Policy » enjoignant l'administration entrante d'examiner les enjeux commerciaux et de sécurité nationale pour l'économie américaine d'ici au 1^{er} avril. Des recommandations devront être formulées à l'issue de cet examen.

En matière de politique commerciale, le Président Trump sollicite un examen complet des relations commerciales des États-Unis et des différents outils de défense qui pourraient être mobilisés pour les rééquilibrer. Le mémorandum appelle notamment à un examen de la relation économique avec la Chine, visant à identifier de potentielles pratiques commerciales discriminatoires, à s'assurer de la mise en application de l'accord Phase One et à évaluer les propositions de loi relatives au statut de relations commerciales normales permanentes (PNTR) de la Chine. Le mémorandum sollicite également une analyse des relations commerciales des États-Unis avec le Canada et le Mexique, en vue de la renégociation de l'USMCA prévue en juillet 2026.

En matière de sécurité économique, la lutte contre le contournement du dispositif de contrôle export en vigueur est spécifiquement mentionnée et pourra justifier des mesures « commerciales et de sécurité nationale » afin d'inciter les pays tiers à s'y conformer. Sur le modèle de la règle sur les véhicules connectés [voir [Brèves sectorielles du 17 janvier 2025](#)], la future administration devra déterminer si ce type de restrictions devrait être étendu à d'autres objets connectés. Enfin, en matière de contrôle des investissements sortants, la future administration ouvre la voie à une possible modification du mécanisme déployé par l'administration Biden [voir [Brèves sectorielles du 1^{er} novembre 2024](#)].

Brèves

- Le 16 janvier, le Département du Trésor a [sanctionné](#) Abdel Fattah Al-Burhan, leader des Forces armées soudanaises.
- Le 16 janvier, le Département du Trésor a [sanctionné](#) 2 individus ainsi que 4 entités impliqués dans un réseau de financement du gouvernement nord-coréen.
- Le 17 janvier, le Département du Trésor a [sanctionné](#) 5 individus ainsi qu'une entité facilitant l'enrichissement de la

famille du président de la République serbe de Bosnie Milorad Dodik. 8 autres individus ont été sanctionnés pour leur rôle dans l'organisation du jour de commémoration de la République serbe de Bosnie.

- Le 17 janvier, le Département du Trésor a [sanctionné](#) la Yuman Kuwait Bank, basée au Yémen, pour son soutien financier aux Houthis.
- Le 17 janvier, le Département du Trésor a [sanctionné](#) un individu basé à Shanghai impliqué dans la cyberattaque ayant frappé le Département du Trésor début décembre 2024, ainsi qu'une entreprise spécialisée en cybersécurité et liée au groupe cyber Salt Typhoon, appuyé par le gouvernement chinois.

Climat – énergie – environnement

2. Les États-Unis annoncent leur sortie de l'Accord de Paris

La Maison-Blanche a [publié](#) le 20 janvier un décret présidentiel (Executif Order), signé par le Président Trump, demandant à l'Ambassadeur américain auprès des Nations Unies de notifier au Secrétaire Général des Nations Unies la sortie immédiate des États-Unis de l'Accord de Paris et de tous les autres engagements pris dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Le décret demande également que le plan de financement climatique international des États-Unis soit révoqué et annulé immédiatement.

3. Le Président Trump signe deux décrets présidentiels définissant la nouvelle politique énergétique américaine

La Maison-Blanche a publié le 20 janvier deux décrets présidentiels (Executif Orders), signés par le Président Trump, concernant la politique énergétique des États-Unis.

Le premier décret « [libérer l'énergie américaine](#) » (« Unleashing American Energy ») vise à « encourager l'exploration et la production d'énergie sur les terres et les eaux fédérales [...] afin de répondre aux besoins des citoyens et de consolider la position des États-Unis en tant que leader mondial de l'énergie pour les années à venir ». Il vise également à « établir les États-Unis en tant que premier producteur et transformateur de minéraux non combustibles, y compris en matière de terres rares », et à « protéger la sécurité économique et nationale et la préparation militaire des États-Unis en assurant un

approvisionnement abondant en énergie fiable ». Ce décret donne mandat à l'administration d'inventorier les obstacles à l'identification, au développement ou l'utilisation des ressources énergétiques nationales, en accordant une attention particulière au pétrole, au gaz naturel, au charbon, à l'hydroélectricité, aux biocarburants, aux minéraux critiques et aux ressources énergétiques nucléaires ; et demande aux agences concernées de présenter un plan d'action sous 30 jours pour surmonter ces obstacles. Ce décret révoque également plusieurs décisions de l'administration précédente liée à une politique en faveur du climat. Enfin, il porte plusieurs dispositions pour « accélérer et faciliter » les procédures de demandes d'autorisations (*permitting*). À cette fin, il demande notamment au Président du Council on Environmental Quality (CEQ) de fournir sous 30 jours des directives d'application de la National Environmental Policy Act (NEPA). Un groupe de travail devra également être mis en place pour coordonner, en cohérence avec les nouvelles directives, la révision des règlements d'application au niveau des agences.

Le second décret vise à « [déclarer une urgence énergétique nationale](#) » (« Declaring a National Energy Emergency »). Ce décret prévoit des mesures qui doivent faciliter l'identification, la concession, l'implantation, la gestion, la production, le transport, le raffinage et la production de ressources énergétiques nationales, y compris, mais sans s'y limiter, sur les terres fédérales américaines.

Brèves

- La Maison-Blanche a [publié](#) le 20 janvier un décret présidentiel qui ordonne un moratoire à compter du 21 janvier sur tout nouveau projet d'éolien off-shore posé sur le plateau continental. Les raisons évoquées pour justifier cette décision concernent notamment le souci de préserver les écosystèmes marins, de minimiser l'impact sur les courants océaniques, les schémas de vent, ainsi que les coûts énergétiques pour les ménages, tout en assurant la pérennité de l'industrie de la pêche. Concernant les concessions déjà octroyées, ce décret ordonne de procéder « à un examen approfondi de la nécessité écologique, économique et environnementale de résilier ou de modifier les baux existants [...], en identifiant les bases juridiques d'une telle suppression », et de soumettre un rapport assorti de recommandations au Président. Il ordonne également une cessation temporaire de toute nouvelle autorisation pour des projets d'éolien terrestre ou off-shore, ainsi qu'un réexamen immédiat des pratiques fédérales en matière de concession et d'octroi de permis pour l'énergie éolienne.

- La Maison-Blanche a [publié](#) le 20 janvier un décret présidentiel visant à permettre l'exploitation des ressources en Alaska avec un ensemble de décisions visant à lever les protections décidées par l'administration précédente et à favoriser l'exploitation de l'ensemble des ressources naturelles de ce territoire, en particulier les ressources énergétiques fossiles.
- Le Département de l'Énergie (DoE) a [indiqué](#) le 21 janvier, que, conformément aux directives données par le Président Trump dans le décret présidentiel « Unleash American Energy Dominance », il mettait fin au moratoire sur les demandes d'autorisation d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL) vers les pays n'ayant pas signé d'accord de libre-échange avec les États-Unis. Le DoE indique également que la période de consultation publique concernant l'étude d'impact sur les exportations de GNL (voir [Brèves sectorielles du 20 décembre 2024](#)) est prolongée jusqu'au 20 mars.

Transport et infrastructure

4. Le Président Trump décrète la suspension du décaissement des fonds fédéraux issus de l'IRA et de la loi bipartisane sur les infrastructures

Le 20 janvier, dans un décret établissant les orientations de la nouvelle politique énergétique américaine (Unleashing American Energy), le Président Trump a [ordonné](#) la suspension immédiate du décaissement des fonds fédéraux issus de l'Inflation Reduction Act (IRA) et de la loi bipartisane sur les infrastructures (BIL). Selon ce décret, ces dispositions visent à annuler la politique de Green New Deal portée par l'administration précédente.

Le décret énonce notamment l'objectif de mettre fin à l'« injonction publique aux véhicules électriques » (*EV mandate*) et envisage, à cet effet, la suppression de tous les dispositifs publics, jugés « injustes, distorsifs et mal conçus », qui favorisent les véhicules électriques au détriment d'autres technologies. Le gel du décaissement des financements vise ainsi, notamment, à titre explicite, les programmes de soutien aux infrastructures de recharge électrique de l'IJJA, qu'ils relèvent de dotations (*formula*) ou d'appels à projets (*discretionary*). Le décret prévoit également, au plan réglementaire, la révocation des dérogations (*waivers*) accordées par l'administration fédérale permettant à certains États fédérés de restreindre la vente de véhicules thermiques, « là où cela est approprié » (*where appropriate*).

Plus largement, s'agissant de l'ensemble des domaines et moyens d'action procédant de l'IRA et de l'IJA, le décret ordonne aux agences fédérales de procéder à une revue générale des processus, orientations et programmes mis en œuvre dans la mise à disposition de subventions, prêts, contrats ou toute autre forme de déboursement des fonds fédéraux concernés, afin de s'assurer qu'ils soient désormais exécutés en conformité avec la nouvelle politique énoncée dans ce même décret. Le décret dispose que, dans un délai de 90 jours, toutes les agences fédérales devront soumettre au Conseil économique national (NEC) et au Bureau de la gestion et du budget (OMB) un rapport détaillant les conclusions de cette revue générale et comprenant des recommandations visant à améliorer l'alignement de leur action avec les orientations politiques énoncées. Il est précisé qu'aucun fond concerné ne pourra être décaissé sans l'aval du directeur de l'OMB ou du NEC.

Selon un [communiqué](#) publié le lendemain par la fédération américaine des acteurs de la construction et du génie civil dans les transports (American Road and Transportation Builders Association – ARTBA), ce décret aurait conduit à « l'interruption involontaire le 21 janvier – pendant plusieurs heures – des remboursements dus aux Départements des Transports des États fédérés (State DoT) pour tous les projets d'amélioration des autoroutes fédérales [...] mais que les paiements avaient repris avant la fin de l'après-midi ».

Le même jour, la Maison-Blanche a [publié](#) un court mémorandum, adressé par l'OMB et le NEC aux agences fédérales, expliquant que les fonds visés par le décret en tant que « soutenant le Green New Deal » désignaient « tout financement provisionné pour des objectifs qui contreviennent aux [nouvelles] politiques établies [dans le décret] ». Le mémorandum dispose finalement que « les chefs d'agence peuvent déboursier les fonds qu'ils jugent nécessaires après avoir consulté l'OMB ».

Brèves

- Le 21 janvier, le Président Trump a [signé](#) un décret mettant fin aux politiques de diversité, d'équité et d'inclusion (DEI) dont il estime qu'elles mettent à risque la sécurité du transport aérien (Keeping Americans Safe in Aviation). Il demande en conséquence au Secrétaire aux Transports et à l'Administrateur fédéral de l'aviation (FAA) « de revenir immédiatement à un recrutement non discriminatoire et fondé sur le mérite » et « d'examiner les [performances] de toutes les personnes occupant des postes critiques en matière de sécurité », en les remplaçant au besoin.

Industrie

Brèves

- Dans une interview donnée à CNBC, le CFO de TSMC Wendell Huang a [annoncé](#) que la seconde usine prévue en Arizona ouvrirait en 2028, alors que la première usine a commencé à produire au dernier trimestre 2024. W. Huang a également indiqué que TSMC avait déjà reçu 1,5 Md\$ sur les 6,6 Md\$ qui ont été attribués à l'entreprise taïwanaise au titre du CHIPS Act, et ne s'attend pas à ce que le reste des subventions soient remis en question par l'administration Trump.

Distribution et divertissement

Brèves

- L'entreprise américaine de streaming Netflix a [annoncé](#) dans une lettre aux actionnaires publiée le 21 janvier un nombre record de nouveaux abonnés au dernier trimestre 2024, près de 19 millions, ce qui porte son nombre total d'abonnés dans le monde à plus de 300 millions. Le précédent record de l'entreprise était de 15 millions d'abonnés supplémentaires au premier trimestre 2020, en pleine pandémie de Covid-19. La société a souligné le succès de sa programmation sportive de fin d'année, notamment le match de boxe Paul-Tyson et le double programme de la NFL à Noël, qui comprenait un spectacle de mi-temps avec Beyoncé. Netflix cherche à étendre encore son offre de sports, comme l'a [indiqué](#) son co-CEO Ted Sarandos.

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

- Les États-Unis ont [levé](#) le 16 janvier l'embargo sur les exportations françaises de volailles et de produits de volailles (à l'exception des canards), y compris sur les produits de génétique aviaire (œufs à couvrir et poussins d'un jour), ainsi que l'embargo sur les exportations de canards et de produits

de canard provenant des autres États membres de l'Union européenne. Le 24 décembre 2024, le Canada avait levé toutes les restrictions sur les exportations de génétique aviaire française (œufs à couver et poussins d'un jour). Ces embargos avaient pris effet le 1^{er} octobre 2023, jour du lancement de la campagne française de vaccination contre l'IAHP chez les canards. Le Département américain de l'Agriculture (USDA) justifiait l'embargo par la crainte que la vaccination « masque une infection par le virus de la grippe aviaire ». Cet embargo sur les volailles posait d'abord un problème de principe mais ne constituait pas un enjeu économique puisque les exportations des produits sous embargo représentaient moins de 0,1 % des exportations de la France vers ces deux pays, sauf pour la sous-catégorie « génétique aviaire » (7 % de parts de marché pour nos exportateurs en 2022).

- Le Président Trump a [signé](#) le 20 janvier un Executif Order qui instaure « l'urgence énergétique nationale » qui comprend une disposition selon laquelle « l'administrateur de l'Agence de protection de l'environnement (EPA), après consultation et approbation du Secrétaire à l'Énergie, doit envisager de délivrer des dérogations d'urgence pour les carburants afin de permettre la vente d'essence E15 toute l'année pour pallier tout déficit temporaire prévu dans l'approvisionnement en essence à l'échelle nationale ». La législation actuelle interdit la vente de carburant E15, contenant 15 % d'éthanol, du 1^{er} juin au 15 septembre pour des raisons de niveau de pollution plus élevé par temps chaud, mais des études ont montré que ces niveaux étaient comparables à ceux émis par le carburant E10.

Numérique et innovation

5. Le Président Trump annonce le lancement de « Stargate », un projet d'investissement d'infrastructures d'IA sous la forme d'un partenariat avec OpenAI, SoftBank et Oracle

Le 21 janvier, lors d'une conférence de presse réunissant les PDG d'OpenAI (Sam Altman), de SoftBank (Masayoshi Son) et d'Oracle (Larry Ellison), le Président Trump a [annoncé](#) le lancement du projet d'investissement « Stargate », qualifié de « plus grand projet d'infrastructures d'IA de l'histoire ». Ce projet, structuré sous la forme d'une joint-venture, inclut OpenAI, SoftBank, Oracle et MGX, un fonds d'investissement émirati spécialisé en IA. Présidée par Masayoshi Son, elle restera ouverte à d'autres investisseurs. SoftBank

assumera le volet financier, tandis qu'OpenAI sera chargé des aspects opérationnels.

Les investissements s'élèveraient à 500 Md\$ sur une durée de 4 ans, dont au moins 100 Md\$ qui commenceraient à être décaissés dès l'annonce. Ces investissements couvriraient à la fois les infrastructures physiques et virtuelles afin de permettre de développer, selon le Président, des « centres de données colossaux ». Les premiers projets concernent dix centres de données actuellement en construction à Abilene, au Texas, chacun couvrant une superficie de 50 000 m². Dans un communiqué de presse, OpenAI a appelé les entreprises spécialisées dans les infrastructures (foncier, production d'énergie, construction, etc.) à se mobiliser pour contribuer au projet. Elles sont invitées à soumettre leurs intentions de contribution directement auprès d'OpenAI.

L'annonce a été vivement critiquée par Elon Musk, qui a [mis en doute](#) les montants engagés notamment par Softbank, qui aurait « bien moins de 10 milliards » à injecter dans le projet. Sam Altman a lui-même [réagi](#) à ces commentaires en estimant que les déclarations d'Elon Musk étaient erronées.

6. Le Président Trump procède à la création du DOGE par décret présidentiel.

Le 20 janvier, le Président Trump a [signé](#) un décret présidentiel renommant le United States Digital Service (USDS) en « United States DOGE Service ». Placée sous la direction d'Elon Musk, il visera à moderniser les technologies et logiciels utilisés par l'administration fédérale afin d'améliorer son efficacité.

L'administrateur de l'USDS rendra directement compte à la cheffe de cabinet de la Maison-Blanche, Susie Wiles, et sera consulté par l'ensemble des chefs d'agences pour le recrutement d'équipes « DOGE » au sein des départements ministériels. Ces équipes seront composées d'au moins quatre agents avec une recommandation de profils à privilégier (chef d'équipe, ingénieur, spécialiste RH, avocat), à recruter sous trente jours.

Le décret donne mandat à l'USDS de lancer une initiative de modernisation des logiciels (Software Modernization Initiative) visant à améliorer la qualité et l'efficacité des systèmes d'information, des infrastructures informatiques et des logiciels utilisés par l'administration fédérale.

Brèves

- Google a [annoncé](#) un nouvel investissement de plus d'1 Md\$ dans la startup d'IA générative Anthropic, portant ainsi à

3 Md\$ le montant total de ses investissements dans cette entreprise. En plus de cette prise de participation de 10 %, l'accord inclut un contrat cloud important entre les deux sociétés.

- Le Président Trump a [abrogé](#) le décret présidentiel signé par Joe Biden en 2023 sur l'IA.
- Le Président Trump a [signé](#) un décret présidentiel retardant de 75 jours l'application de l'interdiction de TikTok, prévue par la Protecting Americans from Foreign Adversary Controlled Applications Act adoptée en avril 2024.

Santé

7. Le Président Trump révoque des mesures prises par son prédécesseur en matière de santé

Le Président Trump a signé le 20 janvier plusieurs décrets présidentiels dans le domaine de la santé.

Il a d'abord [ordonné](#) le retrait des États-Unis de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), dénonçant une mauvaise gestion par celle-ci de la pandémie de Covid-19. Cette critique avait déjà sous-tendu une similaire [annonce](#) de retrait américain dans la dernière année du premier mandat Trump, en mars 2020, décision que J. Biden avait [annulée](#) à son arrivée à la Maison-Blanche.

Dans un autre décret, intitulé « révocations initiales de décrets et actions exécutifs nocifs », le nouveau Président est également [revenu](#) sur un ensemble de mesures prises par son prédécesseur. Parmi ces décisions révoquées figurent notamment plusieurs décrets ordonnant la mise en place de mesures en réponse à la pandémie de Covid-19 (Executive Orders 13987, 13990, 13996 et 13999), un décret [ordonnant](#) aux agences fédérales de rechercher de nouveaux moyens d'étendre la couverture santé des Américains (Executive Order 14070), ou encore un autre [visant](#) à abaisser le coût de certains traitements pour les personnes éligibles aux couvertures de santé publiques Medicare et Medicaid (Executive Order 14087).

8. La FDA rapporte des vulnérabilités dans les chaînes d'approvisionnement américaines en dispositifs médicaux

Dans une publication en date du 16 janvier, la Food and Drug Administration (FDA) a [indiqué](#) qu'elle était de plus en plus préoccupée par l'émergence de pénuries de dispositifs médicaux tels que les ventilateurs ou les cathéters. Elle estime que les causes de ces

pénuries sont multiples, mentionnant les catastrophes naturelles, les capacités de production limitées et les problèmes de qualité liés à des investissements insuffisants dans certains secteurs, mais aussi à des contraintes réglementaires telles que celles encadrant l'utilisation de l'oxyde d'éthylène pour les opérations de stérilisation de certains dispositifs. La FDA a remarqué qu'alors que l'Union européenne [venait](#) de mettre en œuvre une obligation de notification par les producteurs de dispositifs médicaux des problèmes d'approvisionnement affectant ces produits, les États-Unis ne disposaient à ce jour pas de dispositif équivalent, hormis dans le cas où une situation d'urgence sanitaire était déclarée. Elle a donc annoncé avoir demandé à ce que ses prérogatives soient élargies afin de pouvoir exiger de telles notifications des vulnérabilités dans les chaînes d'approvisionnement en dispositifs médicaux hors des situations d'urgence sanitaire.

Brèves

- Le 15 janvier, l'entreprise de dispositifs médicaux américaine BD a [annoncé](#) plusieurs nouveaux investissements dans des sites de production aux États-Unis pour un montant de 10 M\$ dans le Connecticut et le Nebraska et pour 30 M\$ dans l'Utah.
- Le 16 janvier, l'entreprise de biotechnologies chinoise WuXi AppTec a [annoncé](#) la cession de ses opérations de test de dispositifs médicaux aux États-Unis à l'entreprise américaine NAMSA, basée dans l'Ohio. Cette transaction, dont le montant n'est pas connu, s'inscrit dans un mouvement plus large de désinvestissement aux États-Unis et en Europe amorcé depuis plusieurs mois par WuXi AppTec et sa filiale WuXi Biologics, toutes deux visées par le BIOSECURE Act [voir [Brèves sectorielles du 10 janvier 2025](#)].
- Le 17 janvier, le Département américain de la Santé (HHS) a [annoncé](#) l'octroi d'une enveloppe de 590 M\$ au groupe pharmaceutique américain Moderna pour le développement de son vaccin contre la grippe aviaire.
- Le 20 janvier, la revue scientifique Nature Medicine a [publié](#) les résultats d'une large étude, menée sur 2,4 millions de patients, selon lesquels les traitements antidiabétiques et anti-obésité tels que ceux développés par l'américain Eli Lilly et le danois Novo Nordisk pourraient aussi avoir des effets significatifs dans le traitement de la maladie d'Alzheimer.
- Le 21 janvier, l'entreprise de dispositifs médicaux américaine Medtronic a [annoncé](#) avoir nommé le français Thierry Piéton comme Chief Financial Officer. Thierry Piéton exerçait

jusqu'alors ces fonctions au sein du groupe automobile français Renault.

- Le 23 janvier, le Financial Times a [rapporté](#) que la startup de biotechnologies Retro Bioscience, basée à San Francisco et soutenue depuis ses débuts par le CEO d'OpenAI, Sam Altman, avait l'intention de lever 1 Md\$ de financements en série A. Selon le journal, S. Altman devrait à nouveau figurer parmi les contributeurs.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)